

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 03/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EURO PIERRES ET MARBRES**

route de Nesle  
21400 Coulmier-Le-Sec

Références : 2026-081  
Code AIOT : 0005401768

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement EURO PIERRES ET MARBRES implanté Les Combes de Nesle 21400 Coulmier-le-Sec. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale Libération du foncier.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO PIERRES ET MARBRES
- Les Combes de Nesle 21400 Coulmier-le-Sec
- Code AIOT : 0005401768
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des activités de carrière étaient historiquement exercées sur le site. Le dernier arrêté préfectoral autorisant la société Euro Pierres et Marbres à l'exploitation de carrière à ciel ouvert date du 20 avril 2000. La société a été placée en liquidation judiciaire le 12 février 2019. La notification de cessation est parvenue à l'inspection le 10 mai 2021. Par courriels envoyés en 2025 et 2026, et notamment dans son courriel du 28 janvier 2026, le liquidateur judiciaire a indiqué que la liquidation ne dispose pas de moyens financiers. En conséquence, il n'existe plus de responsable solvable pour mettre en place les actions liées à la procédure de cessation d'activité ICPE. Par courriel du 16 février 2026, le liquidateur judiciaire a précisé que le tribunal de commerce a renvoyé l'examen de la clôture de la liquidation judiciaire au 26 janvier 2027.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2	Sans objet
4	Mémoire sur l'état du site et travaux de dépollution	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3	Sans objet
5	Objectifs de remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Sans objet
6	Police résiduelle et modification ultérieure de l'usage	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-4	Sans objet
7	Conservation de la mémoire	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 125-6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de cet établissement ICPE est non régulièrement réhabilité, avec responsable défaillant. Aucun diagnostic des milieux ni aucune étude de stabilité des terrains n'ont été réalisés. La qualité des milieux n'est pas connue et aucune mesure de gestion ne peut être proposée. Les activités ICPE passées (carrière) laissent cependant suspecter une qualité des milieux altérée.

La liquidation judiciaire étant définitivement impécunieuse, la procédure de cessation d'activité

ICPE est considérée clôturée. La conservation de la mémoire est nécessaire. Dans ce contexte, un enregistrement CASIAS a été réalisé : <https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP447587>. Une fiche BASOL a également été créée : <https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/infosols/instruction/SSP44758701>

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b>  Des activités de carrière étaient historiquement exercées sur le site. Le dernier arrêté préfectoral autorisant la société Euro Pierres et Marbres à l'exploitation de carrière à ciel ouvert date du 20 avril 2000. La société a été placée en liquidation judiciaire le 12 février 2019. La notification de cessation est parvenue à l'inspection le 10 mai 2021. Par courrier du 11 avril 2022, le liquidateur judiciaire a transmis à la préfecture un certificat d'irrecouvrabilité. Fin 2025, le liquidateur judiciaire a informé l'inspection qu'une audience visant la clôture de la liquidation était prévue au Tribunal de Commerce de Dijon le 27 janvier 2026 pour examen de la clôture de la liquidation. Par courriel du 16 février 2026, le liquidateur judiciaire a précisé que le tribunal de commerce avait renvoyé l'examen de la clôture de la liquidation judiciaire au 26 janvier 2027.  La visite d'inspection du 1er août 2022 avait permis de vérifier que le site est localisé sur la commune de Coulmier-le-Sec (parcelles cadastrales E6, E3, E7, E8, E4, E5) et Nesle-et-Massoult (parcelle cadastrale B24). Elle avait également permis de constater que l'exploitation dépasse du périmètre autorisé sur plusieurs milliers de mètres carrés. Le chemin à l'est ainsi que l'excavation à laquelle il conduit sont tous deux situés sur la parcelle cadastrale n°8 de la section E qui ne fait pas partie du périmètre autorisé.  La visite d'inspection du 22 janvier 2026 a permis de confirmer la localisation et l'état du site et l'absence d'évolution de la numérotation des parcelles cadastrales identifiées lors de la visite d'inspection de 2022 (cf plan de situation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

**Constats :**

La visite d'inspection du 2 février 2022 avait permis de constater que de rares déchets étaient présents sur le site (une table de jardin, un pneu, une chaussure) résultant de dépôts sauvages et non de l'exploitation. Le rapport indiquait que le site était clôturé le long de la route, des merlons et de la végétation limitaient l'accès au reste du périmètre. La clôture était abaissée par endroits mais la végétation dissuadait l'accès. Un portail en bon état fermait l'entrée du site mais n'était cependant pas cadénassé. Le rapport concluait que le site ne présentait pas de risque d'incendie ou d'explosion et ne nécessitait pas de surveillance des effets de l'installation.

Lors de la visite d'inspection du 15 janvier 2026, il n'a pas été constaté sur site de présence de produits dangereux ou déchets.

Le site est clôturé le long de la route, deux merlons d'une longueur de 80 à 100 m puis de la végétation limitent l'accès au reste du périmètre. Il n'y a pas de signalétique visible interdisant l'accès. Le portail d'entrée du site était ouvert. Des traces de fréquentation ont été identifiées :

- présence d'une cinquantaine de ruchers habités par des abeilles sur la zone le long de la route (parcelles cadastrales E5 et E4 sur la commune de Coulmier-le-Sec et parcelle cadastrale B 24 sur la commune de Nesle-et-Massoult) (cf photo « ruchers ») ;
- présence de traces d'engins (à chenilles et à pneus) entre le portail d'accès et la zone d'extraction Nord (cf photos « traces\_frequentation » et « traces\_frequentation2 ») ;
- blocs (avec mention « accès interdit ») barrant le chemin d'accès à la zone d'extraction Nord (phase 3) déplacés, chemin d'accès libéré (cf photo « phase3\_acces »).

Le site ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion et ne nécessite pas de surveillance des effets de l'installation.

Par courriel du 28 janvier 2026, le liquidateur judiciaire a confirmé que la liquidation ne dispose pas de moyens financiers pour remettre en place des dispositifs de signalétique et de limitation des accès. En conséquence, il n'existe plus de responsable solvable pour mettre en place les actions liées à la procédure de cessation d'activité ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Détermination de l'usage futur**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

#### **Constats :**

L'exploitant historique, la société Euro Pierres et Marbres, n'est pas propriétaire des parcelles de l'emprise du périmètre autorisé.

L'usage futur du site est prévu dans le dossier de demande d'autorisation de juin 1999 : "La vocation forestière originelle des terrains sera restituée. Le projet de remise en état prévoit la restitution d'un milieu boisé, en respectant le modelé du terrain naturel actuel".

Concernant la parcelle E8, aucun usage futur n'a été identifié. L'usage futur n'a pas été déterminé conformément à la réglementation par l'exploitant ou son représentant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Mémoire sur l'état du site et travaux de dépollution

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 précise également :

- article 22.3 phasages

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés en 3 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.

Chacune des phases correspond à une surface exploitée de l'ordre de 15 000 m<sup>2</sup>, soit un volume de matériaux à extraire voisin de 80 000 m<sup>3</sup> (16 000 m<sup>3</sup> de blocs marchands).

L'exploitation de la 3ème phase ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la 1ère phase sont achevés et ceux de la 2ème phase commencés.

- article 25.2 - modalités de remise en état

La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés ;
- les stériles de découvertes et en dernier lieu la terre végétale sont régalez sur le remblai.

Les travaux de remblaiement s'effectuent progressivement à l'avancement des travaux d'extraction.

En fin d'exploitation, l'ensemble des terrains est nettoyé, les infrastructures sont supprimées, le site est reboisé en liaison avec les services de la DDAF.

### **Constats :**

Le plan de situation joint permet de repérer la localisation des 3 phases d'exploitation mentionnées dans l'arrêté préfectoral et de la zone de la parcelle cadastrale E8 exploitée sans autorisation mentionnée au point de contrôle précédent.

L'analyse des photos aériennes du site jointes montrent les phases d'exploitation suivantes :

- 2000-2005 : exploitation de la phase 1 et décapage / début d'exploitation de la phase 2 ;
- 2006-2010 : remblaiement de la phase 1, reboisement d'une partie de la phase 2 et exploitation de la phase 3 (et probable début d'exploitation de la parcelle cadastrale E8 non autorisée) ;
- 2011-2015 : poursuite du remblaiement de la phase 1 et de l'exploitation de la phase 3 (et de la parcelle cadastrale E8 non autorisée) ;
- 2016-2020 : arrêt de l'activité.

Le rapport de la visite d'inspection du 27 mars 2014 indique que la phase 1 est remblayée mais que l'aire de stockage demeure car l'exploitant envisage de déposer un dossier de renouvellement avec extension. Les travaux suivants étaient en attente : la terre stockée à l'entrée devait être régalez et la végétalisation devait ensuite être réalisée. Ce rapport indique également que l'exploitant a renoncé à exploiter la phase 2 du fait de la mauvaise qualité du gisement, que seul le début de cette phase a été extrait et qu'il doit être remblayé (cavalier en bordure). Il indique enfin qu'une partie de la phase 3 a été extraite.

Le rapport de la visite d'inspection du 3 avril 2015 indique que des travaux de réaménagement ont été entrepris (comblement partiel du carreau) mais n'ont pas été menés à leur terme et qu'un front de taille non sécurisé subsiste au niveau du carreau.

Le rapport de la visite d'inspection du 2 février 2022 indique que l'entrée du site s'ouvre sur un terrain décapé, une excavation est présente dans le coin nord de cet espace. La fosse d'extraction [de la phase 2] présente une profondeur d'environ 10 mètres et est difficilement accessible, les pentes étant constituées d'éboulis et d'enchevêtrements de blocs. Un chemin à l'est du site conduit à une seconde excavation [phase 3 et parcelle cadastrale E8]. Les fronts de taille sont abrupts et la profondeur est de l'ordre de 6 mètres, un risque de chute existe. La fosse est partiellement remplie de blocs et d'éboulis. Une dalle bétonnée, vestige de l'aire étanche, est présente à l'entrée du site près du stockage de terres. La dalle est recouverte de terre et de feuilles mortes. Il n'a pas pu être vérifié la persistance de l'avaloir et du séparateur



d'hydrocarbures vus lors de l'inspection de 2014. Il est cependant probable que ces structures soient encore en place.

Lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2026, il a été constaté, à proximité du portail d'accès, les probables restes de l'ancienne aire étanche (cf photo « probables\_restes\_aire\_etanche »). La zone correspondante à la phase 1 (phase la plus au sud, le long de la route) apparaît globalement plane et végétalisée (cf photo « phase1\_remise\_en\_etat »). Il ne peut cependant être exclu la présence résiduelle de fronts de taille mal remblayés. La phase 2 (au milieu de la carrière, à l'ouest) présente une fosse d'extraction résiduelle, dont l'accès est empêché par des merlons. Les pentes sont constituées d'éboulis et d'enchevêtrements de blocs (cf photos « phase2\_fosse » et « phase2\_merlon »). La phase 3 (au Nord de la carrière, accessible par le chemin situé à l'est) ainsi que la zone non autorisée de la parcelle cadastrale E8, présente une fosse d'extraction résiduelle. Les pentes sont constituées de fronts, d'éboulis et d'enchevêtrements de blocs. Le chemin d'accès à cette zone n'est pas bloqué, l'accès à la fosse n'est pas empêché par un merlon ou autre dispositif. Un risque de chute existe (cf photos « phase3\_acces » et « phase3\_fosse »).

En conséquence, en l'état l'usage futur des parcelles d'emprise de l'ancienne activité (parcelles E6, E3, E7, E8, E4, E5 de Coulmier-le-Sec et parcelle B24 de Nesle-et-Massoult) est "aucun usage" .

Par courriel du 28 janvier 2026, le liquidateur judiciaire a confirmé que la liquidation ne dispose plus de moyens financiers. En conséquence, il n'existe plus de responsable solvable pour mettre en place les actions liées à la procédure de cessation d'activité ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Objectifs de remise en état

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

**Constats :**

L'ICPE est non régulièrement réhabilitée, avec responsable défaillant. Aucun diagnostic des milieux ni aucune étude de stabilité des terrains n'ont été réalisés. La qualité des milieux n'est pas connue et aucune mesure de gestion ne peut être proposée. Les activités ICPE passées (carrière) laissent cependant suspecter une qualité des milieux altérée.

La visite d'inspection a permis de constater les usages alentours suivants : carrière située au sud-ouest, de l'autre côté de la route ; champs à l'ouest ; forêts. La carrière est située à 2 km du village de Nesle-et-Massoult et à 3 km du village de Coulmier-le-Sec.

<p>Au regard de l'état du site et des usages alentours, aucun danger grave et imminent pour les populations, nécessitant l'intervention de l'Ademe, n'est identifié par l'inspection.</p> <p>La liquidation judiciaire étant impécunieuse, la cessation d'activité ICPE est considérée clôturée. La conservation de la mémoire est nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Police résiduelle et modification ultérieure de l'usage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que le site était utilisé pour des activités d'apiculture. Cet usage atteste d'une évolution depuis l'arrêt de l'activité ICPE.</p> <p>Au regard du passif industriel du site, classé ICPE, tout changement d'usage survenu depuis 2016 nécessite au préalable l'établissement d'un diagnostic de sol et d'une ATTES-ALUR justifiant de la compatibilité de l'état des milieux avec les nouveaux usages projetés (L. 556-1 et R. 556-1 et suivants du code de l'environnement).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Conservation de la mémoire**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 125-6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'Etat élabore, au regard des informations dont il dispose, des secteurs d'information sur les sols qui comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage au sens de l'article L. 556-1 A, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.</p> <p>IV. - L'Etat publie, au regard des informations dont il dispose, une carte des anciens sites industriels et activités de services. Le certificat d'urbanisme prévu à l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme indique si le terrain est situé sur un site répertorié sur cette carte ou sur un ancien site</p>

industriel ou de service dont le service instructeur du certificat d'urbanisme a connaissance.

**Constats :**

Un enregistrement CASIAS a été réalisé : [https://fiches-  
risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP447587](https://fiches-<br/>risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP447587)

Une fiche BASOL a également été créée: [https://fiches-  
risques.brgm.fr/georisques/infosols/instruction/SSP44758701](https://fiches-<br/>risques.brgm.fr/georisques/infosols/instruction/SSP44758701)

**Type de suites proposées :** Sans suite